

Moukawalati se dirige vers un fiasco

24/05/2007

Ce n'est pas la première initiative et ce ne sera certainement pas la dernière. Mais, la déception est à la mesure des espoirs portés sur Moukawalati. «Enfin, je pourrai non seulement sortir du chômage mais devenir mon propre patron»: rêve qui a redonné espoir à des milliers de jeunes. Et les chiffres sont là pour le prouver. Près de 13.000 porteurs de projets (chômeurs) se sont précipités aux guichets Moukawalti. Un vrai succès populaire.

Une présélection n'autorise que 8.000 personnes à défendre leur projet devant les commissions régionales, instances qui valident la consistance des projets. Constituées des représentants du CRI, de l'Anapec et du secteur bancaire, elles ont rejeté la moitié des projets pour n'en retenir que 4.000. Ultime phase, l'examen de passage à la banque. Les établissements de crédit ont agréé 600 dossiers et en ont rejeté autant. Echaudées par le précédent du «Crédit jeunes promoteurs», les banques traîneraient les pieds. Selon leurs détracteurs, elles ne joueraient pas suffisamment le jeu malgré des mécanismes publics de garantie qui réduisent leur exposition. Dans le cadre de Moukawalati, 85% du crédit bancaire est garanti par la Caisse centrale de garantie (CCG). La gestion de la garantie est déléguée aux banques elles-mêmes.

Ainsi, favoriseraient-elles une logique de rentabilité. Une approche qui est en totale contradiction avec la philosophie de l'initiative: résorber le chômage des jeunes notamment. Cette mollesse, supposée ou réelle, commence à irriter les pouvoirs publics: «Nous avons besoin d'un financement bancaire plus fluide», confie Mustapha Mansouri, ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle.

Les établissements bancaires sont responsables devant les pouvoirs publics et ont des comptes à rendre. «Il faut se projeter dans le futur, quand les projets non viables auront fait faillite, la CCG se retournera vers les banques pour leur demander des comptes», affirme un banquier. «C'est pourquoi nous sommes tenus de juger les dossiers aussi sur la qualité de l'accompagnement précréation dont ils ont bénéficié, de s'assurer qu'un accompagnement post-crédation sera effectif et d'appliquer les mêmes règles de prudence financière que pour les projets ordinaires».

Un autre expert déplore le manque de qualification des accompagnateurs et souhaite voir cette mission assurée par des ex-banquiers. Il paraît que le problème principal tient à la communication entre guichets-conseil et banques. Mais ce problème est en passe d'être surmonté. Les deux parties apprennent, en effet, à collaborer. «Les accompagnateurs commencent à comprendre ce que cherchent les banques et ces dernières saisissent mieux la logique de l'Initiative».

Cela n'empêche qu'au niveau même des idées de projets certaines relèvent du domaine de la pure théorie. Le manque de culture entrepreneuriale et d'idées innovantes figurent parmi les faiblesses du programme.

Social ou économique?

Et si le vrai problème de Moukawalati était dû à son fondement même? Certaines parties prenantes, notamment du côté des établissements de crédit, considèrent que Moukawalati approche la problématique de la création d'emplois avec une logique un brin démagogique alors qu'il s'agit d'une matière foncièrement économique. «L'on a tendance à confondre emploi indépendant et emploi tout court», confie un banquier. Pour lui, la création d'entreprise est une question purement économique. En conséquence, le financement ou non d'un projet doit obéir à une logique strictement financière. «Les banques refusent de cautionner la création d'une entreprise non viable. Le faire serait participer à fragiliser le tissu économique de demain».



C'est dangereux, certes. Mais plus dangereux pour l'économie, les milliers de chômeurs qui, jeunes et en perte de confiance et d'espoir, constituent un vivier de choix pour les obscurantistes de tous bords. Les événements de Casablanca ne sont pas très loin des esprits. A la même période, le Maroc a produit 89.000 chômeurs de plus! Pour le ministre de l'Emploi, «ces événements étaient plus un problème d'idéologie que de misère». Les deux sont, en fait, des alliées intimes. Endoctriner un jeune est idéalement facilité quand il est sans formation, sans diplôme et sans perspectives.

Nabil taoufik

Source: L'Economiste

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=economie&id=1167>